

Les paragraphes qui suivent renferment un exposé de l'organisation municipale dans chaque province au 1^{er} janvier 1959. Au tableau 53 (nombre de municipalités de chaque genre dans chaque province), tous les cités, villes et villages pleinement constitués sont considérés comme municipalités urbaines. Il est difficile d'appliquer des définitions arbitraires comme celle selon laquelle tous les endroits de 1,000 habitants ou plus sont des centres urbains.

Terre-Neuve.—Terre-Neuve compte deux cités: St-Jean et Corner-Brook. Une partie des nombreux établissements de la province sont diversement organisés, de sorte qu'il y existe 33 villes, quatre circonscriptions rurales, trois districts d'amélioration locale et 32 localités autonomes. Les villes, circonscriptions rurales et districts d'amélioration locale relèvent de la loi sur les gouvernements municipaux; les villes et circonscriptions rurales sont dotées d'un conseil élu tandis que les districts d'amélioration locale sont administrés par des commissaires élus. Les localités autonomes établies en vertu de la loi sur les *Community Councils* dans les petits établissements ont des pouvoirs et des attributions limités. Il n'existe pas de municipalités rurales au sens ordinaire du mot. Le gouvernement municipal sous quelque forme s'étend donc actuellement à 40 à 50 p. 100 de la population, mais il n'embrasse que $\frac{1}{3}$ p. 100 de tout le territoire de Terre-Neuve. Les municipalités relèvent du ministère des Affaires municipales et des Approvisionnement.

Île-du-Prince-Édouard.—La province compte une cité et sept villes constituées en vertu de lois spéciales et 16 villages établis en vertu de la loi sur les *Villages Services*. Le reste de la province est sans organisation municipale, mais il est divisé en sections scolaires.

Nouvelle-Écosse.—L'organisation municipale s'étend à tout le territoire. Halifax et Sydney, les deux cités, ont chacune une charte spéciale et relèvent d'une loi particulière. Les villes, au nombre de 40, sont soumises à la loi dite *Towns Incorporation Act*. Aucune municipalité n'est érigée en village. Cités et villes sont indépendantes des comtés. Le territoire rural se divise en 18 comtés, mais ceux-ci ne constituent pas en eux-mêmes des divisions du gouvernement local. Toutefois, douze d'entre eux comptent chacun une municipalité et les six autres, deux chacun, soit un total de 24 municipalités rurales. Les municipalités relèvent du ministère des Affaires municipales.

Nouveau-Brunswick.—La province se divise en 15 comtés érigés en municipalités qui jouissent des pouvoirs directs de gouvernement local en tant que municipalités rurales, bien que certains de leurs pouvoirs s'appliquent à la fois aux municipalités rurales et urbaines. Les six cités ont une charte spéciale et les 20 villes relèvent de la loi dite *Towns Incorporation Act*. Un village et 54 districts d'amélioration locale situés dans les comtés, mais hors des cités, villes et villages, ont aussi été constitués afin d'assurer certains services municipaux. Les municipalités relèvent du ministère des Affaires municipales.

Québec.—Les divisions municipales du Québec embrassent les régions les plus peuplées, soit environ le tiers de la province; le reste, réparti en "territoires", est administré par la province. La partie organisée se divise en 74 municipalités de comté, elles-mêmes subdivisées en municipalités locales appelées municipalités de village, de canton ou de paroisse ou, simplement, municipalités. Les comtés, comme tels, n'ont aucun pouvoir d'imposition direct. Le financement des services qui sont de leur ressort est assuré par les municipalités qui en font partie. Des parties reculées ou peu peuplées de certains comtés ne sont pas encore constituées en divisions de gouvernement local. On compte 336 villages et 1,119 cantons et paroisses. Un petit nombre de ces municipalités sont indépendantes du comté où elles sont situées. Le Code municipal régit les municipalités locales tandis que les 54 cités et les 160 villes ont chacune leur charte. Le ministère des Affaires municipales et la Commission municipale de Québec s'occupent de surveiller et d'aider les municipalités. C'est le Bureau des statistiques de Québec qui réunit la statistique municipale.